

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 21. — 25 Juin, (7 Juillet) 1854.

Des rapports politiques de la Grèce avec la France.

La Grèce est accusée d'avoir manqué de reconnaissance envers ses bienfaiteurs. Venant surtout de la France, ce reproche nous étonne. Si jamais la Grèce eut des préférences marquées pour quelqu'un, ce fut pour la politique française. Il y eut toujours chez nous beaucoup de personnes attribuant à l'Angleterre et à la Russie des intérêts incompatibles avec les espérances les plus chères de la nationalité hellénique. On répétait jusqu'à satiété que la Russie visait à la conquête de Constantinople ; ou bien que, morcelant les pays greco-slaves en plusieurs petits états, elle voulait faire à l'Orient une position po-

litique ingrate, à l'instar de l'Italie et de l'Allemagne. On prétendait d'autre part, que l'Angleterre envisageait d'un œil inquiet les développements rapides de la marine grecque, et qu'elle en était à regretter d'avoir donné un moment suite à la pensée généreuse de Georges Canning. Opinions foncièrement injustes, les trois puissances ayant, depuis bientôt trente ans, travaillé avec une égale bienveillance à la restauration de la Grèce ; opinions avant tout impolitiques, car, le sort de l'Orient ne pouvant en dernière analyse être définitivement résolu que par un concert européen, le jour où il nous serait prouvé que l'Angleterre ou la Russie ne veulent pas à tout prix de nous, c'en serait fait évidemment de notre présent, peut-être de notre avenir. Tant il y a pourtant, que la France paraissait, selon une opinion plus ou moins généralement répandue, avoir seule des vues parfaitement désintéressées dans la question d'Orient ; l'unité du parti occidental en subit une scission dans l'application de sa théorie politique ; tandis qu'une fraction de ce parti voua sa confiance à la politique anglaise, une autre portion mit tout son espoir dans l'appui de la France ; et cette dernière conviction, en s'emparant de bonne heure du monde officiel, se traduisit en un dévouement à peu près constant et illimité de la part de tous nos gouvernemens, aux conseils et à l'influence de ce grand pays.

Accusé trop légèrement de n'avoir été en Grèce que le chef, le créateur même du parti oriental, qu'on se plait encore à qualifier de parti russe, le comte Capodistria s'appliqua plutôt à y concilier les tendances si divergentes de l'ordre politique, tout en se laissant dominer par des sympathies manifestes pour la prépondérance fran-

çaise. C'est là une assertion qui surprendra beaucoup de monde ; elle n'en est cependant pas moins très-vraie. De 1828 à 1831, pendant environ quatre ans, l'armée et l'éducation furent livrées à la direction à peu près exclusive de la France. Toutes les grandes questions politiques furent aussi résolues dans un sens qui, lors même qu'il n'était pas précisément celui de la politique française, ne lui était nullement et en quoique ce soit opposé.

Quoiqu'ayant fourni en Russie une brillante carrière diplomatique, et lui portant cette gratitude éclairée dont peu de Grecs peuvent se défendre à l'égard de cette puissance, le président était loin d'avoir pour elle une dévotion aveugle. Mécontent de la politique indécise que l'empereur Alexandre avait cru devoir suivre au commencement de la révolution, et sourd aux instances réitérées de ce monarque qui désirait ardemment le retenir auprès de lui, le comte Capodistria s'en éloigna dès 1822 ; on sait que retiré à Genève, il y passa tout le temps de la guerre de l'indépendance. Lorsqu'après son élection à la présidence de la Grèce, le comte alla à Saint-Pétersbourg prendre définitivement congé de l'empereur Nicolas, il déclina l'offre d'une pension de soixante mille francs qui était due à ses anciens services. Rien, dans toute sa conduite postérieure, ne décèle qu'il ait pris alors le moindre engagement gênant pour son indépendance personnelle, ou contraire à l'intérêt bien entendu de la nation qui lui avait confié ses destinées. La diplomatie russe de Nauplie n'avait pas toujours en lui une confiance absolue, encore moins lui portait-elle une affection bien franche ; il le comprenait parfaitement, et il en perce des éclairs de dépit, même à travers le voile

aussi léger qu'impénétrable de sa correspondance officielle. (a)

S'il en était là par rapport à la Russie, on conçoit bien qu'il ne se trouvait pas en de beaucoup meilleurs termes à l'égard de l'Angleterre. Des défiances prématurées de la part de quelques hommes d'état de cette puissance vinrent malheureusement grossir la réserve naturelle que, de son côté, il pouvait avoir, surtout en sa qualité de septinsulaire, relativement à la domination anglaise sur les îles Ioniennes. Pendant les négociations du traité de Paris, lorsqu'il fallut opter entre cette domination et celle de l'Autriche, le comte Capodistria s'était prononcé pour la première. Mais déjà à l'époque de son voyage à Corfou, en 1819, la connaissance qu'il avait pu prendre sur les lieux de l'administration trop sévère de sir Thomas Maitland ; la surveillance rigoureuse dont il fut l'objet lui même de la part du lord commissaire, les reproches de ses concitoyens, les plaintes des capitaines de l'Épire et du Péloponnèse qui, proscrits par Ali-Pacha, ne trouvaient point dans l'état Ionien l'asyle sur lequel ils croyaient pouvoir compter, toutes ces circonstances réunies avaient commencé à modifier ses premières opinions sur cette question. Et cependant ce n'est pas avec des dispositions hostiles envers la Grande-Bretagne qu'il vint plus tard en Orient. Quoique la conduite tenue par les autorités Ioniennes dans les premières années de l'insurrection, ait pu ajouter encore à ses regrets patriotiques, il avait trop la conscience du service

(a) Voir p. ex. page 302 du tome quatrième de la correspondance : « M. Ruckmann ne m'a pas dit le mot. Sa discrétion passe la mesure. » Il n'y avait que l'amiral Ricord qui lui fut franchement dévoué.

éclatant que l'Angleterre venait de nous rendre par le combat de Navarin, il comprenait trop bien l'influence naturelle qu'elle était appelée à exercer sur le sort de la Grèce, pour songer à s'y poser, lui, en adversaire de cette puissance ; et apprenant, dès avant son arrivée à Égine, que des soupçons s'élevaient déjà à ce sujet dans la pensée de M. Stratford Canning, il le conjurait *de ne pas lui faire l'injustice de le croire frappé d'une démençe pareille*. Vainement toutefois, par gratitude, comme par raison, cherchait-il à refouler au plus profond de son cœur les sentimens qu'il pouvait encore avoir sur le sort de l'état Ionien ; la perspicacité inquiète de l'ambassadeur britannique allait les relancer jusque dans leur dernière retraite. Le président a pu convaincre de la pureté de ses intentions et de la droiture de sa conduite l'amiral Codrington et plusieurs autres personnages éminens de l'Angleterre ; il perdit de bonne heure la confiance de M. Canning, (a) ou plutôt il ne parvint jamais à se la concilier.

Sa position à l'égard de la France était beaucoup plus nette. Soit conviction intime de son désintéressement dans la question d'Orient, soit cet entraînement qui nous emporte tous tant que nous sommes vers cette civilisation dans laquelle nous aimons à retrouver quelques traits de ce que fut jadis notre malheureuse patrie, le président avait pour la France des sympathies, dont nulle arrière-pensée ne venait atténuer la chaleureuse expansion. Assez heureux pour lui avoir rendu un service éminent au congrès d'Aix-la-Chapelle ; assez délicat pour

(a) Lettre datée de Malte le 1^{er} 13 Janvier 1828, dans le tome premier de la correspondance, p. 374 et suiv.

avoir refusé l'offre d'une récompense pécuniaire que le duc de Richelieu avait cru devoir lui faire à cette occasion de la part du roi Louis XVIII ; ayant acquis des amitiés précieuses à Paris, où, se délassant noblement de travaux politiques de la plus haute importance, il avait souvent brillé dans le célèbre salon de madame de Montcalm, le comte Capodistria profita avec empressement de l'expédition française de Morée pour s'appuyer sur une force morale et matérielle qui semblait vouloir surpasser sa puissance par la générosité de ses services. M. de Maurer, qui ne peut être taxé d'avoir été bienveillant pour le comte, est obligé de convenir que ce ne fut que vers les derniers temps de son administration qu'il rechercha la protection spéciale de la Russie, et qu'à cette exception près, il favorisa beaucoup les rapports politiques et intellectuelles entre la Grèce et la France. (a) Les faits du reste déposeront ici en faveur de cette vérité bien mieux que tout autre témoignage.

Il y avait en Grèce un général anglais qui lui avait rendu des services importants dans la guerre de l'indépendance ; il avait même concouru à l'élection du comte Capodistria. Un autre général, celui-ci d'origine grecque appartenant à une famille illustre qui était censée être du parti russe, avait acquis une réputation éclatante sur plus d'un champ de bataille. Après les avoir employés tous les deux, M. le général Church comme Démétrius Ypsilanti, sans réussir à s'entendre avec eux, le président

(a) Das Griechische Volk in öffentlicher, kirchlicher und privatrechtlicher Beziehung vor und nach dem Freiheitskampfe, bis zum 31 Juli 1834, von G. L. von Maurer. Tome premier, p. 32-33.

fini par les laisser l'un et l'autre de côté, pour confier le commandement de l'armée au général Trézel. M. le lieutenant colonel Pauzié fut nommé gouverneur de l'école militaire et chef de l'artillerie. M. Pellion, aujourd'hui général en France, fut chargé du commandement de la cavalerie. M. Garnot eut la direction du génie. M. de Saint-Martin fut mis à la tête de l'intendance militaire. M. Trézel ayant donné plus tard sa démission, eut pour successeur un autre Français, M. le général Gérard(a).

Parmi les jeunes Grecs envoyés sous les auspices du gouvernement en Europe, pour y faire ou y compléter leurs études, tous ceux qui n'allaient pas à Munich ou à Genève, étaient dirigés sur Paris. Le président les recommandait à M. Villemain, à M. Cousin, à M. Eynard. Lui, le soi-disant agent de la Russie en Grèce, le promoteur du gouvernement despotique, le partisan des idées rétrogrades, que sais-je encore ? l'adepte de l'obscurantisme, il invoquait tous les jours les secours de l'Europe occidentale pour l'éducation de la jeunesse grecque, il s'adressait pour cela à M. le duc de Fitz-James, à M. le duc d'Orléans, à M. le comte de Lasteyrie, à Coray, le chef reconnu, dans la littérature, du parti occidental. Il pria

(a) Relativement à M. le colonel (actuellement général de division) Fabvier, qui avait cru devoir s'éloigner du service de la Grèce, voici ce que le président écrivait à M. le comte de Loverdo, en date du 31^{er} décembre 1828 :

« J'apprécie infiniment les nobles sentiments qui animent cet officier distingué en faveur de la Grèce, et les services qu'il s'est efforcé de lui rendre. Je crois aussi que parmi les étrangers, aucun ne peut lui être plus utile, du moment qu'il voudra être moins absolu et moins excessif dans ses opinions. S'il se décide à revenir en Grèce, je ne négligerai aucun soin pour le mettre à même d'atteindre le but qui aura motivé son retour. »
Corresp. tome 2, p. 460.

d'un autre côté le baron Louis de lui faire parvenir une collection des règlements, instructions et modèles, relatifs à la banque de France, au papier timbré, au grand livre de la dette publique (a).

Bref, l'administration, non moins que la direction intellectuelle et que la force matérielle du pays, son présent aussi bien que son avenir, étaient remis entre les mains de la France.

Lors de la guerre de 1828 à 1829 entre la Russie et la Turquie, les rapports des puissances occidentales vis-à-vis de l'Orient et du Nord n'allèrent point jusqu'à revêtir la forme de cette alliance absolue qui a amené les complications du moment actuel. Si l'Angleterre, pour ne pas ajouter aux difficultés de la Turquie, désirait voir ralentir, et même tout à fait discontinuer les opérations militaires de la Grèce continentale, la France se souciait peu d'éviter à la Porte cette embarrassante diversion. Le roi Charles X avait pris alors pour devise le mot si expressif de madame de Duras ; pour lui la Grèce, c'était la Vendée du Christianisme (b). Au mois de septembre

(a) « Parmi les nombreux besoins qu'ont les Hellènes, lui écrivait-il, celui d'une sage administration financière se fait sentir le plus vivement. . . . Malgré votre éloignement des lieux, l'aperçu en termes généraux, que vous pourriez esquisser sur l'imitation à faire en Grèce de ces institutions, serait sans doute pour nous d'une grande utilité. Car un rayon de lumière, quelque éloigné que soient les lieux où il pénètre, diminue toujours les ténèbres. »

(b) « L'esprit, l'influence, la société de madame de Duras furent, dès le premier moment et toujours, un des instruments zélés de cette œuvre mémorable (l'expédition de Morée), et c'est elle qui, aux scrupules de Charles X, et à ses inquiétudes sur tout ce bruit en faveur de l'insurrection grecque et contre la légitimité même ottomane, répondait la première : Après tout, Sire, la Grèce, aujourd'hui, c'est la Vendée du Christianisme. » Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature par M. Villemain, page 473-474.

1828, tandis que les armées russes opéraient dans les principautés et dans la Bulgarie, un corps français de 10,000 hommes débarquait, sous les ordres du général Maison, à Pétala, dans le golfe de Calamata. Après avoir facilement délivré le Péloponnèse de la présence des Arabes, le général Maison mit à la disposition du gouvernement grec 4,000 hommes pour chasser les Turcs d'Athènes et de Négrepont. Un corps de 3,000 Rouméliotes devait coopérer au succès de l'entreprise. Malheureusement M. Canning s'étant opposé à cette expédition, les troupes françaises durent rester en Messénie. Le président entreprit dès lors de pousser, dans la Grèce continentale, la guerre de ses propres moyens, quelques faibles qu'ils fussent. Dans les premiers mois de 1829, après avoir occupé toute la Béotie, il s'était déjà emparé de Lépante, de Missolonghi et d'Anatolico, lorsqu'au commencement de Mai, sur une sommation du capitaine Spencer, sommation réitérée quelques jours plus tard par l'amiral Malcolm lui-même, il dut suspendre les hostilités. Dans toute cette affaire, le gouvernement grec avait agi parfaitement d'accord avec la France ; frustré dans son espoir d'obtenir un secours matériel de la part de cette puissance, il profita pendant quelque temps de son appui moral, et ne céda à la fin que devant les ordres péremptoires de la Grande-Bretagne. Cependant, une des accusations les plus formidables lancées contre le président par l'opposition fut d'avoir contrecarré la marche des bataillons Rouméliotes, pour satisfaire la Russie qui ne voulait pas de l'agrandissement de la Grèce, et cette allégation était avancée par une opposition qui se flattait d'être appuyée par l'Angleterre. Remarquez aussi qu'en 1829, le gou-

vernement grec était accusé d'opérer mollement de connivence avec la Russie, et qu'en 1851, le gouvernement grec est accusé de pousser à l'insurrection, toujours de connivence avec la Russie. Décidément la Russie ne sait plus ce qu'elle veut en Orient.

Un autre grief tout aussi hautement formulé contre l'administration du président, porte sur les obstacles qu'il aurait suscités au prince Léopold de Saxe-Cobourg, élu au commencement de 1830 prince souverain de la Grèce. Si par ces obstacles on entend parler de l'exposé qu'il lui avait fait des difficultés qui l'attendaient dans sa nouvelle patrie, et des obligations que lui imposait la couronne qu'il allait mettre sur sa tête, nous croyons, nous, que le président, en donnant ces explications, avait rempli un devoir sacré aussi bien envers son pays, qu'envers le prince qui l'honorait de sa confiance. On sait d'ailleurs que personnellement il ne pouvait qu'être satisfait de l'élection du prince Léopold. Invité à émettre son opinion sur les divers prétendants, il l'avait désigné conjointement avec le duc Bernard de Saxe-Weimar, un prince de Bavière et le prince Frédéric d'Orange. Quoiqu'il ait donné la préférence à ce dernier, ses rapports d'intimité avec le prince Léopold, qu'il connaissait d'ancienne date, et auquel il avait eu le bonheur de rendre autrefois un service important, suffisait à prouver que son choix ne pouvait lui être désagréable. Admettons pourtant qu'il ait voulu en effet le dégouter. Cette conduite du président a dû naturellement mécontenter l'Angleterre. A-t-il agi sous l'inspiration de la Russie ? Du rapport confidentiel adressé par M. le comte de Nesselrode, en date du 12 Février 1830, à S. A. I. feu le grand duc Constantin, il sem-

ble résulter que la Russie n'avait point à redire à la personne du prince Léopold; mais ce qui est positif, c'est que l'opposition du Président ne pouvait pas blesser les intérêts ni les sympathies de la France. Cette puissance ne tenait guère à voir monter sur le trône de la Grèce un prince protestant et, qui plus est, proche parent de la famille royale d'Angleterre; son candidat de prédilection à elle, fut toujours le prince Othon de Bavière, dont elle finit par obtenir plus tard l'élection. Ainsi, même dans cette question capitale, le président, tout en encourageant le juste déplaisir du ministère britannique, n'aurait rien fait, au démeurant, qui ne fut agréable à la France.

Sa politique y obtenait d'ailleurs une adhésion à peu près générale. La diplomatie française en Grèce avait bien des relations un peu trop intimes avec l'opposition qui commençait à se former dans le pays. Il y avait aussi dès 1828 à Paris, une opinion qui, à côté de quelques reproches sur l'administration du président, reproches plus ou moins fondés et tels qu'on en pourrait faire à tous les gouvernements de la terre, énonçait l'assertion que celui de la Grèce était *non seulement plus russe que toute autre chose, mais encore moins français qu'anglais*; (a) mais lorsqu'on voulait articuler les faits qui pouvaient justifier une imputation de cette gravité, on se bornait à alléguer que la garnison du Palamède était commandée par un officier autrefois au service de la Russie, M. Rayko. Le grief n'était pas très solide com-

(a) Voir la lettre au comte de Loverdo, à Paris, datée de Poros, le 31^{er} décembre 1828. Corresp. tom. 2, p. 465. Ainsi le gouvernement du président aurait été non seulement russe, mais encore beaucoup plus anglais que français. On appréciera par là la valeur de toutes ces accusations.

me on le voit, puisqu'en revanche il y avait dans l'armée un nombre considérable d'officiers philhellènes de tous les pays de l'Europe, l'Angleterre et la France comprises, et que notamment les principaux postes étaient confiés à des officiers français. Aussi, tout ce qu'il y avait d'hommes sérieux en France, loin de désapprouver la marche des affaires en Grèce, donnait tous les jours à son gouvernement des marques non équivoques de sympathie. Nous ne parlerons pas ici de faits notoires, tels que les subsides que lui faisait transmettre Charles X, et l'estime particulière dont l'honorait ce roi de philhellénisme mémoire. Mais le maréchal Maison qui arriva en Grèce avec des préventions si peu favorables au chef du gouvernement, ne fut-il pas obligé de céder à l'évidence des faits et ne compta-t-il pas désormais parmi ses amis les plus constants et ses plus chauds admirateurs ? Même après la mort du président, un autre français, M. Lagarde, directeur du bureau trigonométrique envoyé en Morée avec l'expédition, tout en ne niant pas que le comte ait pu commettre des fautes regrettables, ne convenait-il pas de la sincérité de son dévouement aux véritables intérêts de la nation grecque ? Ce témoignage est d'autant plus précieux, que M. Lagarde, sans avoir jamais eu de rapports personnels avec le chef du gouvernement, eut néanmoins l'occasion de voir de près le pays pendant presque toute la durée de son administration. Hier encore enfin, M. Villemain ne rendait-t-il pas un hommage éclatant à la mémoire de cette âme héroïque et à la pureté de ses intentions (a) ?

(a) Nous croyons faire plaisir à ceux de nos lecteurs qui n'auraient pas encore lu le dernier ouvrage de M. Villemain, en citant en entier le

Cependant, depuis la révolution de Juillet, il y eut un changement marqué dans la politique française. De bienveillantes qu'elles étaient, ses dispositions devinrent de plus en plus hostiles, au point que la France finit par abonder tout-à-fait dans le sens de l'opposition anglaise. Y eut-il quelque chose dans la conduite du gouvernement grec qui pût motiver ou expliquer ce revirement ?

jugement qui y est porté, p. 478-479, sur un des hommes les plus célèbres de l'Orient chrétien de notre temps. « L'intérêt et la singularité s'accroissaient encore, lorsqu'une autre imagination du Midi, également attachée à la diplomatie du Nord, le noble et aimable Capodistria se mêlait à cet entretien. S'il y a dans le monde une noblesse originelle, marquée par la distinction de la physionomie, la pureté intelligente du regard, la simplicité gracieuse des manières, l'élégance spontanée de la parole en toute langue, personne ne fut plus naturellement noble que le comte Capodistria de Corfou ; et la suite des événements montra qu'il n'avait pas seulement la dignité extérieure, mais aussi l'héroïsme de l'âme. Sa disgrâce quelque temps prolongée sous l'empereur Alexandre, sa retraite vouée tout entière à l'étude des monuments classiques, laissait voir en lui, pendant ses séjours à Paris, avant sa présidence et sa mort en Grèce, un philosophe passionné pour les arts, un lettré plein de goût et d'âme, parlant avec éloquence de cette belle littérature antique, où il retrouvait sa patrie, cette patrie si malheureuse, que longtemps il avait espéré servir, en s'attachant à la cour de Russie. Je ne sais si c'était précaution de diplomate et choix calculé d'un terrain neutre pour tous ; mais, quand parfois, dans l'élégant salon de la rue de l'Université (le salon de madame de Montcalm) devant quelques esprits distingués dans notre littérature, M. de Feletz, plus assidu et aussi accueilli que personne, M. de Forbin, voyageur, peintre et homme de goût, M. de Marcellus, orné du plus élégant savoir classique, et quelques femmes douées de cet esprit délicat qui devine la science, ces deux étrangers, ce grec et cet italien (M. Pozzo di Borgo) parlant si bien notre langue, revenaient à des études chéries, qui étaient toute l'occupation de l'un et la distraction de l'autre, rien n'égalait le plaisir de les entendre, et, oubliant qu'on avait devant soi deux ministres de la Russie, on croyait assister aux élégants débats littéraires des amis de Médicis, dans ses galeries de Florence où sa villa de Careggi.

L'Angleterre après tout avait quelque droit d'être mécontente du président : il ne l'affectionnait pas ; l'abdication du prince Léopold a dû augmenter cette mésintelligence ; les hommes qui sympathisaient en Grèce avec la pensée politique de la Grande Bretagne en vinrent à rompre complètement avec le gouvernement. Mais les hommes du parti français continuaient à être aux affaires ; la France n'avait toujours qu'à se louer de la déférence sincère du comte Capodistria pour ses conseils et son influence. Non seulement en 1830, mais jusqu'aux derniers moments de son administration, alors même que le président se vit réduit à s'appuyer exclusivement sur la Russie pour chercher à lutter contre l'action réunie des deux autres puissances, le général Gérard et les autres officiers français au service de la Grèce, quoique faisant pour la plupart au gouvernement une opposition notoire (a), conservaient encore leurs commandements dans l'armée. Il faut donc demander ailleurs le secret de l'altération survenue dans les sentiments que nous étions si heureux de trouver en France. Le libéralisme parisien, triomphant au lendemain des trois journées, a pu ne pas s'arranger des idées que le président avait sur la nécessité d'établir en Grèce un gouvernement fortement constitué. Mais ce qui surtout amena un changement complet de système et de

(a) Parmi les officiers français, il y en avait cependant qui même à cette époque étaient loin de partager les défiances de leur confrères envers le président. Il en convenait dans une lettre écrite un mois et demi seulement avant sa mort. « Les officiers français qui, comme M. Pourchet, remplissent avec zèle leurs devoirs, et qui font profession de sentiments honorables, sont chéris par le gouvernement, et il se félicite toutes les fois qu'il peut saisir une occasion de leur témoigner sa confiance et sa gratitude. » Corresp. tome 4, p. 366.

conduite, ce fut la situation générale faite à la politique extérieure de la France par la révolution de Juillet. Au premier moment de ces mille embarras qui l'assiégèrent au dehors comment au dedans, le nouveau gouvernement, désireux de ménager autant que possible l'Angleterre, sacrifia pour quelque temps à cet intérêt majeur sa position à lui en Orient, y épousa des griefs qui n'étaient pas les siens et fit sentir à la Grèce tout le poids d'un courroux que l'attachement particulier voué par celle-ci à la France, avait peut-être contribué à grossir. On retira au président la protection salutaire dont il avait été jusque là entouré, pour satisfaire à une nécessité politique étrangère à l'état des choses en Grèce.

A l'époque où la royauté fut établie chez nous, la France avait déjà repris son action indépendante dans les affaires de l'Orient. Malgré tout ce qui s'était passé, la nouvelle administration de la Grèce, loin d'abjurer les sympathies qui avaient inspiré la conduite du président, sembla plutôt en corroborer le sentiment et en systématiser l'application. Faut-il rappeler ici la politique toute française de la première régence et le dépit qu'en avait ressenti le ministre d'Angleterre M. Dawkins ? Dans son ouvrage sur le peuple grec, M. de Maurer, chef de la majorité de cette régence, a consigné dans un langage fort net, sinon très diplomatique, la pensée dominante de son administration ; en caractérisant les diverses tendances de l'esprit public en Grèce, il passe légèrement sur ce qu'on appelle le parti russe, descend jusqu'à l'injure en parlant des adhérens de la politique anglaise, et ne trouve des paroles bienveillantes que pour

le parti français ; à ses yeux, c'était le seul parti véritablement national (a).

Si le comte d'Armanberg s'inspira surtout des conseils du représentant de la Grande-Bretagne, c'est qu'il ne fut mis en possession du pouvoir que par l'intervention toute particulière du ministère anglais. Quant au roi, qui prit en main les rênes du gouvernement en 1837, il avait voulu d'abord se tenir vis-à-vis des trois puissances, sur une ligne de déférence parfaitement égale, que la Grèce, aussi bien par reconnaissance que pour des considérations politiques, n'aurait jamais dû abandonner ; c'était d'ailleurs l'époque où les vues ambitieuses de Méhmet-Ali obtenaient à Paris une faveur qui ne pouvait guère convenir aux grands intérêts de l'Orient chrétien. Peu à peu cependant on en revint de part et d'autre aux anciens errements ; et aussitôt qu'après 1840 le rêve de l'empire arabe se fût évanoui avec la fumée des canons qui détruisirent Saint-Jean d'Acre, aussitôt que le ministère de M. Guizot, mieux éclairé sur la mission que son pays avait à remplir en Orient ainsi que sur celle qui y était dévolue à la nationalité grecque, reporta vers nous ces sympathies que ses prédécesseurs avaient gaspillé en pure perte de l'autre côté de l'Archipel, le gouvernement du roi se jeta dans les bras de la France sans réserve comme sans arrière pensée. Pendant plus de douze ans l'influence française triompha en Grèce à l'exclusion de toute autre. Le ministère français s'en glorifiait hautement dans les Chambres et dans la presse ; l'opposition parisienne, implacable sur tant d'autres points, était obligée de recon-

naître ce succès du gouvernement français. L'Angleterre s'en plaignait amèrement ; elle faisait tomber sur nous sa mauvaise humeur, sous forme de remontrances, de réclamations et de blocus ; la Russie elle-même, quoique beaucoup plus ménagée et bien qu'ayant l'air d'avoir abdiqué toute participation directe aux affaires intérieures de la Grèce, nous faisait passer de temps à autre des avertissements sur cette prédominance trop absolue d'un parti politique au détriment des deux autres. Nous n'avons jamais bien compris cette conduite du gouvernement grec. Sans parler des dangers extérieurs auxquels elle l'exposait, en provoquant gratuitement des susceptibilités et des rivalités très concevables, elle avait aussi, à l'intérieur, des inconvénients qu'il serait hors de propos de rappeler aujourd'hui, car il ne s'agit pas de juger ici la conduite du gouvernement grec ; il importe seulement de préciser la position qu'il avait cru devoir prendre à l'égard des trois grandes puissances ; or il est notoire que cette position tendait à le rapprocher beaucoup plus de la France que de la Russie et de l'Angleterre.

On sait maintenant à quoi tout cela a abouti. Des changements politiques survenus en France l'amenèrent de nouveau à confondre son action en Orient avec celle de la Grande-Bretagne. On dira peut-être : ce n'est pas pour nous avoir été fidèles que vous êtes punis dans ce moment-ci, c'est précisément pour avoir déserté notre cause dans la guerre actuelle contre la Russie. Mais d'abord, est-il bien certain que le châtement infligé à la Grèce ne se rapporte qu'à l'insurrection qu'elle est accusée d'avoir fomenté dans ces derniers temps, et ne porte-t-il pas plutôt tous les caractères de représailles pour de

(a) Das Griech. Volk. p. 32—31.

griefs beaucoup plus anciens, que l'Angleterre était, il faut le dire, autorisée à avoir, mais qu'il est certainement étonnant de voir la France se charger de redresser ? S'il ne s'agissait que de supprimer l'insurrection de l'Épire, de la Thessalie et de la Macédoine, pourquoi ces troupes au Pirée et cette intervention dans les affaires intérieures de la Grèce ? N'était-t-il pas beaucoup plus naturel, de faire débarquer quelques bataillons dans les provinces insurgées ? Leur présence aurait suffi pour y faire cesser le mouvement, et elle aurait eu de plus l'avantage de préserver les populations chrétiennes de toute réaction sanglante de la part des Turcs. Il se peut d'ailleurs qu'à Paris on ne songe qu'à l'insurrection ; mais à Athènes on ne se gêne guère de déclarer qu'il s'agit surtout de renverser l'ancien système politique du gouvernement, ce système, qui, quel qu'il fut et quoi qu'on entende par ce mot, a été appuyé par la France pendant douze ans et en a été protégé dernièrement encore, sous les auspices de l'empereur, contre le blocus de l'amiral Parker.

Et puis, quant à cette insurrection elle-même, la France peut-elle se dire en conscience qu'elle n'y a jamais été pour rien ? N'est ce pas son parti à elle qui en a été de tout temps en Grèce ce grand prôneur et le principal promoteur ? A-t-on oublié le fameux discours que M. Coletti prononça dans l'assemblée nationale de 1843, discours qui fut pour ainsi dire le programme politique de cet homme d'Etat, et dont la *grande idée* fit, à peu de chose près, tous les frais de rhétorique ? Ce discours ne fut-il pas applaudi, en pleines chambres, par les ministres du gouvernement français ?

Mais nous avons l'air de récriminer ; à Dieu ne plaise

que ce soit là notre intention. Récriminer c'est faire parler la voix de la passion ; nous avons voulu au contraire en appeler à la raison et à l'équité. Accusés injustement d'ingratitude, nous avons voulu remettre les faits sous leur véritable jour, établir que nous n'avons été que trop fidèles à notre attachement particulier pour la France, et rappeler que, même dans les derniers événements, nous avons agi sous l'empire d'inspirations que, pour les avoir répudiées plus tard, la France n'en avait pas moins caressées autrefois.

P.



Quinzaine politique du Spectateur.

Combien de fois, en voyant le grand drame de l'histoire se dérouler devant nos yeux, les personnages s'avancer sur la scène ou s'en évanouir, les décorations changer, et les surprises se succéder, ne sentons-nous pas le désir de jeter un coup d'œil derrière les coulisses où fonctionnent les ressorts secrets des machines, et où sont produites ces mille apparitions qui nous étonnent ou nous épouvantent et ce désir est d'autant plus grand, que le drame est plus compliqué, que la liaison de ses péripéties est moins saisissable, et que dans la confusion romantique de son arrangement, nous pouvons moins distinguer les effets et les causes, ainsi que c'est le cas dans la pièce qui se joue maintenant sous nos yeux, et dont

nous sommes malheureusement les acteurs en même-temps que les spectateurs.

Mais qui révélera le secret de l'histoire, enfoui sous les passions humaines, déguisé par l'intérêt, altéré par l'ignorance ou la malveillance? Comment espérer d'en pénétrer les mobiles sans des recherches laborieuses, qui le plus souvent ne sont possibles que lorsque les faits sont déjà tombés dans le domaine du passé, et ont perdu tout intérêt d'actualité, et qui, même alors, sont toujours incomplets et souvent stériles? L'excellente habitude du gouvernement anglais de publier tous les élémens de discussion des affaires qui sont débattues par les Chambres, tient lieu de cette révélation, et supplée aux recherches pour l'histoire contemporaine. Les *livres bleus*, ainsi nommés pour le papier bleu qui les recouvre, certains qui ont la celui qui concerne les dernières affaires de la Grèce, disent, pour plus d'un conte bleu qu'il contient, ces livres nous ouvrent tous les replis de la politique la plus tortueuse, nous initient à toutes les causes inconnues dont les effets nous paraissent inexplicables, et nous permettent de plonger du regard jusqu'aux profondeurs où se fabriquent les foudres.

On peut concevoir de quelle importance doit être pour nous le *livre bleu* qui concerne les dernières destinées de la Grèce. Il contient le réquisitoire de son procès, les considérans de l'arrêt qui fut porté contre elle, il lui donne les moyens de voir clair dans sa situation, il est le dépôt des matériaux qui serviront un jour à son histoire; il contient en un mot sa vie et son honneur, son présent et son avenir. Nous ne l'avons eu qu'un instant entre nos mains, car il est jusqu'ici pour Athènes

dans la catégorie de ces livres sacrés, jalousement gardés par les pontifes de la diplomatie; mais ce seul instant nous a suffi pour voir qu'il pullule d'erreurs de faits, qui n'excluent cependant pas certaines grandes vérités de principes.

C'est ainsi que, dans sa première dépêche à L. Clarendon (N. 1, du 7 Avr. 1853, p. 3.), M. Wyse énonce une vérité fondamentale, fort importante pour la Grèce, et qui prouve combien les signataires des principaux rapports qui ont déterminé la conduite de l'Europe envers ce pays, savent viser juste toutes les fois que leur religion n'est pas surprise par des individus indignes de leur confiance, et qu'ils s'en remettent à leur propre jugement, sans céder à des préventions, et sans travailler sous l'influence d'idées préconçues. M. Wyse assure, ce que nous sommes tout prêts à signer, que la force principale en Grèce est la force morale, celle de la presse, celle de l'opinion publique. Ce seul trait suffit pour indiquer la place de la Grèce en Orient, et pour établir nettement la ligne de démarcation entre elle et la Turquie. La force brutale et la force morale se partagent les sociétés, comme le corps et l'esprit, la matière et l'intelligence se partagent la nature; elles sont la mesure, la seule certaine du degré de civilisation auquel un peuple est arrivé ou auquel il peut parvenir. On a vu plus d'une nation barbare, combinant les instincts de férocité et de rapine de tous ses membres, développer une grande puissance, et devenir la terreur et le fléau de ses voisins, on a même vu, quoique moins souvent, des nations qui, toutes plongées qu'elles étaient dans la barbarie, s'enrichissaient cependant, et prospéraient matériellement, par certaines pra-

tiques routinières de commerce ou d'industrie. La force de ces peuples s'use à la longue et disparaît, car c'est la force de la matière, et la matière est mortelle. Il n'y a au contraire que les peuples forts par l'intelligence, qui marchent d'un pas sûr dans la voie de la civilisation et du progrès véritable. La force morale est toute puissante chez les Grecs, donc il y a vie chez eux, il y a progrès, il y a étoffe à civilisation, il y a espoir d'avenir. Les Turcs ont peut-être toutes les armées qui figurent sur leurs cadres, gagneront peut-être toutes les victoires que leurs bulletins annoncent; ce n'est encore là que la force brutale, qui, une fois brisée, n'a rien qui lui survive.

M. Wyse ajoute que la Russie n'épargne aucun moyen pour dominer cette force; et dans une autre de ses lettres, celle du 7 Juin (N. 21, p. 27), il paraît considérer la politique qu'il attribue à la Russie, comme très-habile, et comme bonne à être imitée par son gouvernement. « Je ne veux rien faire, dit-il, qui puisse être interprété comme de la froideur pour les vrais intérêts du pays, et qui ait pour effet d'augmenter le nombre des partisans de la Russie. » Nous prenons avec joie acte de ces paroles; elles sont le résumé de la politique que le *Spectateur* défend depuis un an, et la norme de la conduite que les puissances occidentales auraient dû suivre en Grèce dans leur propre intérêt.

M. Wyse y reconnaît en premier lieu, que les véritables intérêts du pays sont ceux-là mêmes au nom desquels l'insurrection s'est armée, son agrandissement territorial, ou la substitution des chrétiens aux musulmans dans la domination de la Turquie d'Europe. Il diffère en cela d'o-

pinion avec Sir J. Milbank, qui ne voit pas quel avantage peut retirer la Grèce de l'annexion de l'Épire et de la Thessalie, deux provinces montueuses et arides, habitées seulement par quatre cent mille hommes. Ce que nous trouvons plus extraordinaire, c'est que L. Clarendon lui-même, oublieux de son Homère et de son Strabon, répète sur la foi de son ambassadeur à Munich, que la Thessalie, cette contrée fameuse pour ses plaines aussi belles que fertiles, est une province couverte de rochers arides, et qu'une population de 400 mille habitans est tellement à dédaigner pour un pays qui n'a pas en tout beaucoup plus de deux fois ce nombre.

Ayant reconnu quels sont les intérêts du pays, ou au moins ceux que le pays considère comme tels, M. Wyse se promet de ne pas les brusquer, comprenant bien qu'il ne ferait par là que jeter tout le pays dans les bras de la Russie. Nous l'avons toujours dit: Voulez-vous exercer de l'influence sur les chrétiens de l'Orient? examinez à quel titre elle est exercée par les Russes, comprenez que c'est parcequ'en toute occasion ils se rangent de leur côté et contre leurs oppresseurs, et qu'ils flattent leur rêve le plus cher et promettent de le réaliser. Prenez-les sous votre égide, faites-vous les champions de leur liberté, et votre influence ne sera pas moindre, elle sera même supérieure à celle de votre rivale.

Car on vous trompe lorsqu'on vous dit que les Grecs n'ont pris les armes que par l'instigation et au profit des Russes. Ils ont bien leurs propres affaires à régler, avant de songer à celles des autres. Cette idée paraît tout d'abord prendre naissance dans une lettre du L. H. Commissaire (signée par son secrétaire, N. 47, ind. 3, Corfou,

6 Fevr. p. 49) au Capitaine Peel, où il lui dit « qu'il peut agir sans scrupule contre l'insurrection, parcequ'il ne doute presque pas que ce mouvement ne soit le resultat d'intrigues étrangères, et n'ait été calculé pour déguiser les desseins de la Russie sous les dehors de la religion et d'une guerre d'indépendance. » On sait déjà que M. le L. Haut Commissaire est de l'école de ceux qui attribuent toujours à des instigations de dehors toutes les insurrections provoquées par le mécontentement intérieur.

M. Wyse fait justice de cette interprétation, dans sa lettre du 7 Juin (N. 21. p. 27), écrite dans un temps où la politique de son pays n'influençait pas encore assez sa manière de juger les affaires de celui-ci. « Le peuple ici, dit-il, regarde toute guerre contre les Turcs, sans se soucier par qui elle est faite, comme une guerre en faveur de leur religion, et ayant droit à toute sa sympathie, et à sa coopération la plus active. » (*People look upon all wars against Turks-no matter by whom-as wars for their religion, and demanding their strenuous sympathy and cooperation*). Ce langage est avoué par tous les Grecs. Jusqu'à leur complet affranchissement, quiconque bat les Turcs, est leur allié. M. Wyse puisait cette conviction dans la longue connaissance qu'il avait eu du peuple grec, de ses relations et de ses sentiments.

Mais les choses changèrent bientôt ; les puissances occidentales donnèrent ouvertement leur appui à la Turquie contre les Russes. Le mouvement des Grecs rendait fort précaire l'existence de la Turquie; il leur était donc fort incommode, et, comme dit le L. Haut Commissaire dans la lettre que nous avons citée, « on ne saurait se figurer un événement plus inopportun et plus embarrassant pour

la politique de ces puissances, qui s'était posé comme maxime l'intégrité de l'empire ottoman, que le succès de l'entreprise des Grecs; » C'est pourquoi cette entreprise devait avorter, et à cet effet il était nécessaire de lui enlever le prestige dont l'entourait la beauté de sa cause, et qui, lors de la première insurrection avait excité l'enthousiasme de l'Europe entière, et de la vouer à la même impopularité qui enveloppait la Russie, et l'on établit entre les deux causes une solidarité, qui n'existait en effet qu'en ce que chacune d'elles tirait naturellement avantage de l'autre. D'après une autre dépêche de M. Wyse du 3 Mars 1824. (N. 88, p. 71), l'insurrection de l'Épire, de la Thessalie et de la Macédoine, n'était qu'un mouvement instigué et encouragé par les Russes dans des intérêts purement russes (*instigated and encouraged by Russia for purely russian purposes*). Cette assertion si nettement formulée, et qui est devenue un des principaux chefs d'accusation contre l'insurrection et contre la Grèce, et une des premières raisons des mesures de rigueur prises contre cette dernière, est assez grave pour avoir besoin d'être appuyée sur des preuves. Aussi ne manquent-elles pas dans les dépêches de M. Wyse, et nous voulons les énumérer: Lors de l'ambassade du prince Menchicoff à Constantinople, on vit arriver à Athènes le vice amiral Cornélius. Il n'y a pu être venu que pour préparer l'insurrection. Mais le dit vice-amiral, arrivé au Pirée à dix heures du matin, rendit une visite à son ambassadeur, une autre à l'Acropole, et partit le même jour pour Nauplie ; ici encore il visita Tyrinthe, il rendit hommage à l'ombre d'Agamemnon, et repartit, laissant le champ libre aux conjectures, parmi lesquelles celle qui lui attribue le

projet de se renseigner sur la flotte française, paraît la plus raisonnable. L. Stratford attribue lui-même dans le *Blue book* ce but à son voyage. L'insurrection devait être bien mûre et très-bien disciplinée, si, pour la faire éclater, il avait suffi de la seule apparition et de la course au clocher du vice-amiral; car, excepté lui, nous n'avons jamais vu un seul Russe qui ait parcouru le pays ou les provinces asservies, et qui pût prêter au soupçon d'être un émissaire politique. Si M. Cornélius n'était que porteur d'instructions pour M. Persiani, la poste eût pu rendre mieux et moins ostensiblement cet office. Mais non, il était sans doute chargé de ces sommes que la Russie envoyait pour alimenter l'insurrection, et qui devaient être toutes en Roubles d'argent, car M. Wyse donne (p. 155) comme preuve de la complicité de la Russie, que cette monnaie pullulait dans la place d'Athènes à l'époque où il écrivait. Pour notre part, nous avouons n'en avoir jamais vu une seule pièce; mais comme nous ne faisons pas des affaires sur la place, nous nous sommes adressés aux changeurs, qui nous ont assuré que depuis trois ans une centaine de Roubles d'argent a peut-être passé par leurs mains. Ce n'est sans doute pas à l'offrande qu'on veut que la Russie ait déposée sur l'autel de l'insurrection. Comment, lorsqu'on sait tant de choses, lorsqu'on écrit plusieurs pages de rapports remplis de détails les plus secrets sur les hommes et sur les choses, est-il permis d'ignorer que tout l'argent arrivé jamais en Grèce pour l'assistance des chrétiens de la Turquie, est le produit de la libéralité et du patriotisme des Grecs établis en diverses parties de l'Europe, de ces mêmes hommes, dont les millions ont servi à la construction de l'université, à celle du palais qui sert

d'école aux demoiselles, de l'observatoire, et de tant d'autres établissemens, à la fondation d'un grand nombre d'écoles, à la formation d'une bibliothèque considérable, à la publication de tant d'ouvrages? Tous ces hommes de cœur, qu'ils habitent la Russie ou l'Angleterre, la Turquie ou la France, considèrent leur fortune comme un dépôt, dont ils sont prêts à dépenser jusqu'au dernier dénier pour la grande œuvre de l'affranchissement de leur patrie.

Le langage du chargé d'affaires de Russie à Athènes est une autre preuve que cette puissance est au fond de l'insurrection. On peut s'en convaincre par la dépêche du 13 Fevr. (N. 67. p. 68), où cependant un petite inexactitude, ou tout au moins une exagération de traduction change entièrement la portée de ses paroles. M. Persiani aurait dit que sa cour recommande aux Grecs *une attitude calme et expectante*, mots qui sont écrits en français, et que M. Wyse traduit par: *a calm and hopeful attitude*. On voit que la traduction implique une promesse, qui n'est nullement à trouver dans l'original; et l'on sait en effet que c'est l'attitude *expectante* bien plus que l'attitude *espérante* que M. Persiani recommandait dans ses conversations, et qu'il a désapprouvé comme intempestive l'insurrection de Radovitz, lorsqu'elle eût éclaté.

Mais la Russie n'agissait pas directement; elle avait ses organes, qui n'étaient rien moins que le gouvernement grec, le Roi et la Reine, et les membres du ministère. Qu'on lise plutôt la dépêche de M. Wyse en date du 28 fevr. (N. 56, p. 56), ainsi que celle du 3 mars. Le Roi et la Reine rangés parmi les partisans de la Russie! et à quel propos, et sur quel fondement? Le Roi n'a-t-il pas alternativement confié le pouvoir à tous les partis

qui se décorent en Grèce du nom de chacune des puissances protectrices? et tout dernièrement, n'avait-il pas choisi ses ministres pendant dix ans consécutifs dans le parti qui se disait suivre la politique de la France? Parmi les ministres trois surtout sont désignés comme des Russes acharnés (*vehement supporters of Russia*). Ces trois sont M. Païcos, que les Anglais croyaient Russe, que les Russes croyaient Français, et que les Français croyaient Anglais, et qui, nous aimons à le croire, n'était jamais que Grec; M. Soutzo qui, avant d'avoir été ministre, n'était qu'un excellent officier, tout attaché à son devoir, se mêlant peu d'intrigues politiques, et ayant mérité de M. Wyse, non encore prévenu (N. 1), le témoignage que c'était un officier modéré et expérimenté; enfin M. Vlacho, ce ministre qui avait en effet appartenu autrefois au parti qu'on appelle russe, mais qui dans la loi du concordat ecclésiastique a rompu en visière avec ses anciens amis, et en a été renié, et qui notoirement, parmi tous les primats d'Athènes est peut-être le seul qui n'ait en rien concouru au succès de l'insurrection. Trois autres des Ministres sont désignés comme n'ayant pas de volonté, et un seul, M. Provilégios, est dit hostile à la politique russe. Ce qui paraît impliquer contradiction, c'est que ce seul ennemi des Russes est désigné comme ami personnel du Roi, qu'on déclare cependant hardiment comme le chef du parti russe.

Une autre circonstance qui doit prouver que l'insurrection grecque est russe, c'est que le *Sicèle*, journal du parti russe, en a chaudement pris la défense. Tous les amis politiques de M. Wyse se sont bientôt chargés de détruire cet argument: Bien que M. Wyse se flatte au commencement qu'ils soient activement occupés sous sa direction à éclai-

rer l'opinion de leur pays, cependant ils ont tous embrassé les cause de l'insurrection; ils ont tous figuré dans les comités; leurs journaux rivalisèrent avec le siècle, ainsi que M. Wyse ne manque pas de le faire observer dans sa dépêche du 18 fevr., pour soutenir le mouvement; ils fondèrent même un journal tout exprès pour cet objet spécial, le *Panhellénium*, qui aujourd'hui mais alors il était plein d'ardeur pour la cause des insurgés. Enfin, n'a-t-on pas vu M. Persiani, le ministre de Russie en personne, passer en revue à la nuit tombante au monastère de Daphni une troupe d'Athéniens qui partaient pour la Thessalie, les haranguer, et retourner furtivement à Athènes? (p. 266.) Nous avons aussi été aux informations, et nous savons pour sûr, que depuis trois ans M. Persiani ne s'est jamais approché de Daphni, et qu'il n'a jamais inspecté ou harangué ni Athéniens ni autres allant à la guerre. Nous savons en outre, que le jour en question, à quatre heures déjà ces patriotes volontaires n'étaient plus à Daphni, car M. le Ministre de Prusse qui y passa par hasard, retournant d'Eleusis à cette heure, ne les y trouva plus. Sans doute entre *Prusse* et *Russe* il n'y a que la différence d'une lettre; mais il nous paraît fort important de prêter dans les dépêches attention même à une lettre, lorsque omise ou ajoutée elle peut donner lieu aux plus grandes injustices, et peut exposer une nation aux conséquences les plus funestes.

Ce sont cependant là les raisons, et toutes les raisons qu'on a données pour soutenir que l'insurrection a été provoquée par les Russes et dans un intérêt russe, et pour se dire en droit et dans la nécessité de sévir contre elle. Le gros bon sens des Turcs en jugea autrement. A M. Blunt, con-

sul d'Angleterre, qui les harangua à Volos pour leur prouver que tout ce mouvement était une intrigue russe, ils répondirent: et cependant nous voyons que tous les chefs des insurgés sont du parti anglais (*to these observations it was remarked that all the chiefs of the insurgents were of the english party* (N. 148, inclus. 2. Cons. Blunt to L. Stratford. 21 Mars, 1853. p. 464).

Mais cette imputation de russisme rentre presque dans l'ombre devant une autre, avec laquelle elle se combine, et sur laquelle on insiste avec plus d'affectation. Celle-ci consiste à voir les premiers et les vrais instigateurs du mouvement, les provocateurs et les créateurs d'un faux enthousiasme qui aurait fermenté sur la surface de la société d'Athènes, sans arriver jusqu'au fond de la population, dans le Roi et dans la Reine de Grèce. Si l'on voulait parler de la noble sympathie que la Roi et la Reine, s'identifiant avec leur peuple, ont ressentie pour la belle cause, qui, il n'y a pas vingt ans, exaltait l'Europe entière, qui était chantée par Beranger et par Byron, qui comptait parmi ses champions des hommes d'état, des généraux et des princes, de cette sympathie qui a valu plus que jamais au couple Royal l'affection et la reconnaissance de Leur peuple, on n'avait pas à en chercher bien loin les preuves; elles se trouvaient dans tous leurs discours, dans toute leur manière d'être et d'agir. Mais il y a loin de là à affirmer que le Roi et la Reine aient excité une agitation factice, et aient, sous le prétexte d'une insurrection qui n'existait pas, fait envahir des provinces qui ne demandaient qu'à rester tranquilles. C'est M. Drouin de Lhuys qui, d'après une lettre de L. Cowley à L. Clarendon, datée de 22 Févr. 1852 (N. 54. p. 55.), formule le premier

cette idée, en soutenant qu'il n'y avait aucune espèce d'entraînement dans la nation grecque, et que la Roi, la Reine et leur gouvernement, en faisaient tous les frais. M. Drouin de Lhuys ajoute que personne n'a voulu bouger dans le Peloponnèse et dans les îles, ce qui est notoirement inexact. Dans le dernier combat qui a terminé l'insurrection en Thessalie, ne sont-ce pas justement les Hydriotes et les Crétois qui ont le plus vaillamment combattu? Leurs chefs Perkizas et Vassilogeorgi, ainsi que les deux fils de celui-ci, sont tombés, dernières victimes, en combattant avec un héroïsme digne de ce que l'histoire de leurs ancêtres a produit de plus noble, pour leur patrie qu'ils n'ont pas pu sauver. M. Drouin de Lhuys ne paraît pas avoir donné d'autres raisons de sa conviction, et l'on ne peut savoir s'il croit que depuis vingt ans la liberté ait perdu de ses charmes aux yeux des Grecs, ou si le joug leur est devenu plus léger et l'oppression des Turcs plus chère, ou si c'est enfin que dans son opinion ils aient dégénéré au point de rester impassibles aux noms sacrés qui armaient tantôt le bras des Miaoulis et des Bozzaris. La seconde de ces raisons est réfutée par les Turcs eux-mêmes, qui ont dit à M. Blunt (N. 142. Inclus. 2.), que si la Porte n'envoyait pas des soldats réguliers pour les défendre, ils appelleraient les insurgés pour chasser de chez eux la soldatesque effrénée des irréguliers (1). M. Wyse, qui partage aussi cette conviction, en donne des preuves multiples. Le *Siècle*, organe, dit-il, du parti russe, écrivait des ar-

(1) Nous avons vu dans la possession d'un de nos amis l'original de la lettre écrite par M. Blunt à Fuad Effendi. Il en a laissé entre nos mains une copie, que nous nous empressons de reproduire.

ticles fulminants contre la Turquie, et des articles qui surexcitaient le sentiment religieux, sans que le ministre

A SON EXCELLENCE

F U A D E F F E N D I,

*Envoyé extraordinaire et plénipotentiaire de la Turquie
en Epire etc. etc. etc.*

Larisse le (5) 17 Juin 1834.

Excellence !

Prenant aujourd'hui la liberté de vous adresser ma présente, j'ai l'honneur de vous annoncer, qu'il y a bientôt trois mois qu'envoyé de la part de Lord de Redcliff, je me trouve en Thessalie, et ce, pour appaiser autant que faire se peut les Chrétiens, qui, poussés par les exactions des Turcs, a-raient pu faire cause commune avec les insurgés.

J'arrive de Volo, où j'ai été appelé par la commission envoyée ici de la part des gouvernements Anglais, Français et Grec, à l'effet de voir les chefs de l'insurrection, leur présenter la circulaire du gouvernement Grec, ainsi que l'acceptation de la neutralité, et leur conseiller de quitter la Thessalie.

Conjointement avec la commission nous nous rendîmes à Portaria, village de Volo, où les deux chefs Philaretos et Ch. Basdeki vinrent nous rejoindre. Leur réponse fut que, relevant du général en chef Hadji-Petro ils se conformeraient à sa décision. Dans trois ou quatre jours, la commission sera à Larisse, d'où nous nous rendrons à Calambaka, pour nous aboucher avec Hadji-Petro, et quoique j'aie le bon espoir de voir la réussite de l'affaire, je crains d'un autre côté que les infamies commises chaque jour, non seulement par les Bach-Bojouk, mais par les Turcs en général du pays, ne deviennent un grand obstacle que Hadji-Petro et les autres opposeront à nos conseils.

Je suis fâché que S. E. ne puisse être à Larisse. Votre présence ainsi que les nobles sentiments qui vous animent, plus encore votre fermeté, aurait mis un terme à ce tas d'abus et d'horreurs, dont les Turcs se sont rendus coupables envers les Chrétiens, et qui me font frémir toutes les fois que j'y pense.

Ci-inclus je vous envoie la circulaire imprimée, dans laquelle le Gouvernement Grec accorde aux insurgés amnistie, s'ils quittent le territoire turc, ainsi que les proclamations du nouveau ministère.

Agréez, je vous prie, Excellence, l'assurance de ma plus haute et profonde considération.

(Signé) Cha^s Blunt.

P. S. J'ai oublié plus haut de mentionner à V. E. que Tzami-Kara-Tasso, vient de quitter le mont Athos à bord de la Frégate à vapeur Française le Solon, et il s'est rendu à Athènes. Ses troupes du nombre de 400 se sont aussi embarquées sur un brick.

(Signé) Cha^s Blunt.

des relations extérieures et celui des cultes le réfutassent par le journal sémi-officiel (28 Fevr. N. 56, p. 56), excepté une seule fois, lorsqu'ils le désavouèrent sans beaucoup d'énergie. Mais M. Wyse n'est pas sans savoir que le *Siècle*, avant d'attaquer les Turcs, s'acharnait contre le gouvernement grec, qui le laissait dire sans faire pour soi-même ce qu'on voulait qu'il fit par tendresse pour le gouvernement turc; et si ce journal était favorable à la politique russe, bien d'autres l'étaient à celle de la France ou de l'Angleterre. Le gouvernement, il faut lui rendre cette justice, ne s'est jamais mêlé de leurs opinions. Que n'en-a-t-on inféré qu'il fût lui-même un partisan de la politique française ou de la politique anglaise? Enfin le ministre des cultes, qui devait ne pas permettre au *Siècle* d'écrire des articles virulents sur la religion, est celui-là même, qui fut combattu avec le plus de force par ce journal, pour la conduite qu'il avait tenue dans l'affaire du concordat.

Autres preuves: Le peuple fit entendre des cris séditieux en passant sous les fenêtres de l'ambassadeur de Turquie; la musique militaire joua le *Deuté pædés*, la marseillaise grecque, lorsque les étudiants de l'université s'assemblèrent au palais pour saluer le Roi de vivats enthousiastes. Qu'y pouvait le gouvernement, excepté tout au plus destituer le directeur de la police, qui n'avait pas su prévenir les cris du peuple devant l'hôtel de l'ambassade de la Turquie, et mettre aux arrêts le chef de musique, qui avait encouragé les étudiants, en faisant jouer l'air de la liberté? Le gouvernement fit l'un et l'autre, à la satisfaction générale, à ce qui paraît résulter de la dépêche de M. Wyse en date du 10 fevr. (N. 52. p. 53). Mais trois jours après (N. 67. p.

68) ces incidents en apparence si simples, combinés avec d'autres circonstances, deviennent des preuves accablantes. On n'avait destitué le directeur de la police qu'après que sa conduite eût donné lieu à des plaintes; on n'avait mis aux arrêts le chef de musique qu'après qu'il eût fait jouer pendant dix jours consécutifs le *Deuté Paedés* sous les fenêtres du Roi. Nous sommes désolés de devoir insister sur de pareilles futilités; mais comme elles ont servi de base à l'édifice dont le couronnement n'est rien moins que l'occupation, force nous est d'en examiner la solidité. Chacun jugera s'il est juste, s'il est possible de destituer le préfet de Police uniquement pour la raison que la foule, en rentrant avec la troupe qui venait de l'exercice, avait fait entendre, sous l'hôtel du ministre Turc, c'est à dire à l'entrée de la ville, le cri très-peu alarmant ou séditieux de *Vive le Roi!* Il fallait au moins que le cas se répétât, et qu'il fût prouvé qu'il s'était produit par la connivence, ou tout au moins par la négligence du préfet. Mais admirez surtout la monotone persévérance de ce chef de musique, qui pendant dix jours consécutifs ne trouvait dans son repertoire pour en régaler la cour et la ville, que cet éternel *Deuté Paedés*, qui serait le chef-d'œuvre de l'art, qu'on en aurait une indigestion à moins. Mais ce qui est mieux, c'est que l'air en question est absolument inconnu à la musique militaire d'Athènes, et que ce qu'elle a joué le jour dont il a été tant parlé dans les dépêches, c'était l'air très-licite et très-inoffensif de *God save the King*, qui eût pu être répété quotidiennement, sans jamais valoir la prison au chef de musique, ne fût la circonstance que ce jour là en particulier il ait paru accompagner et soutenir les acclamations enthousiastes des étudiants.

Un soir, c'était croyons-nous la fête du Roi, on donnait les Lombardi au théâtre. L'entrepreneur eut l'idée de faire chanter à l'entre-acte le chœur de Puritani, et de faire avancer à la fin un individu tenant le chiffre du Roi, orné d'une couronne. Ce coup de scène d'une invention assez commune, fut accueilli par des acclamations bruyantes et prolongées, aux quelles le Roi mit fin en se retirant. Les dépêches y voient une preuve incontestable que le Roi fût l'instigateur de l'insurrection, d'autant plus, que la couronne qui surmontait son chiffre était celle de Byzance, distinction archéologique que nous croyons assez difficile à établir.

Mais qu'est ce que tout cela? Il y a des preuves bien autrement graves. M. Costi, medecin de la Reine, a assisté à la cérémonie dans laquelle les drapeaux ont été bénis, presque à l'ombre du palais (*in the very shadow, it may be said, of the palace. 13 Febr. N. 67. p. 68*). M. Costi est celui-là même qui, d'après la dépêche du 10 fevr. (N. 52. p. 53) du même M. Wyse, s'était interposé pour faire cesser le bruyant élan d'enthousiasme de la jeunesse universitaire devant le palais. S'il est vrai, ainsi qu'on l'a dit, qu'un parent, qui allait mourir dans les rangs de ses frères, étant venu prendre congé lui de dans la nuit, et au moment où il partait avec son drapeau, ait demandé la bénédiction d'un évêque, ami de la maison qui s'y trouvait en visite, on ne peut dire que cette maison soit à l'ombre du palais. que par une licence toute poétique, et au même titre qu'on le dirait de toute la ville d'Athènes. Quand même M. Costi aurait écouté dans cette circonstance une voix plus noble que celle de la prudence ordinaire qui le distingue, toujours est-il que depuis ce temps le Roi enjoignit à lui ainsi

qu'à tous ceux qui appartenait à sa cour, de ne prendre aucune part active au mouvement, et M. Costi, un des hommes animés des sentimens les plus patriotiques, cessa dès lors de faire partie des comités qui s'étaient spontanément organisés à Athènes, dans l'intention de venir en aide aux insurgés.

Mais M. Mourouzi, officier d'ordonnance du Roi, à fournir l'argent pour le recrutement d'un escadron de cavalerie. Le commandement de cet escadron fut confié au capitaine Ralli, qui reçut un drapeau brodé par des dames phanariotes, qui sont de la société de la cour. On voit que la cour entre ici par un détour un peu long; du reste à Athènes toutes les dames d'un certain rang, sont également de la société de la cour, et pour M. Ralli, que le drapeau de la liberté lui fût donné par de belles mains, c'était une obligation de plus de le défendre vaillamment. Quant à M. Mourouzy, il est d'une famille opulente, distinguée pour la noblesse de ses sentimens, et alliée à celle du Prince Hypsilanti, le premier qui ouvrit la lice de la guerre de l'indépendance. Il n'y a rien d'étonnant qu'il se soit senti animé, comme tout homme de cœur en Grèce, du vif desir de contribuer à l'affranchissement de ses compatriotes; mais qu'il ne se soit pas mis lui-même à la tête des soldats que, dit-on, il payait, qu'il se soit, de même que M. Costi, retiré de tous les comités, semble prouver justement que ceux dont il dépendait le retenaient de toute participation à l'insurrection, bien plus qu'ils ne l'y poussaient.

On publie enfin une lettre de Zavella à M. Wendland, secrétaire intime du Roi. Son authenticité a été mise en doute, car elle porte la date du jour même, ce jour

néfaste, où Zavella fuyait de Péta et quittait les siens avant le lever du soleil. Mais elle serait incontestable, qu'elle prouverait tout au plus que M. Wendland, disons même que la cour, s'intéressait au succès de l'insurrection ainsi que le faisait tout le monde.

Par tout ce qui précède, nous ne prétendons pas décider à question si, et jusqu'à quel point la cour de Grèce a contribué à l'entreprise des insurgés; nous avons seulement voulu montrer sur quels faits on a cru pouvoir appuyer les preuves de sa connivence.

Tout le monde devait sentir que cette connivence entre le gouvernement grec, l'insurrection, et la Russie était nécessaire à établir, si l'on voulait être en droit d'agir activement contre l'insurrection. Le capitaine Peel, qui avec le nom illustré par son glorieux père, paraît en avoir hérité la rectitude et la noblesse des sentimens politiques, invité par le L. H. Commissaire des îles ioniennes au nom du principe de l'intégrité de la Turquie, à secourir Prévésa dans le cas où cette ville serait attaquée par les insurgés, hésita à se conformer à cet ordre, car il pensa que défendre l'intégrité de la Turquie, c'est empêcher qu'elle ne soit entamée par un ennemi extérieur, non qu'elle ne subisse aucune modification intérieure par l'insurrection de ses propres sujets (*I humbly understand that expression to mean the defence of the turkish empire against external enemies, and not against the insurrection of its own subjects*, N. 47. Inclos. 2.). L. Clarendon partage entièrement cette manière de voir dans sa lettre du 17 Fevr. où il dit au L. H. Commissaire (N. 49, p. 52), qu'à moins que le capitaine Peel ne soit convaincu du caractère étranger de l'insurrection, il ne serait

nullement en droit d'employer les forces britanniques pour soutenir les Turcs contre les insurgés. (*But unless Capt Peel should be persuaded of the foreign character of the insurrection, he would not be justified in employing H. Majestys forces in supporting the turkish authorities against the christian subjects of the Porte*). On voit donc que d'après ce principe, il n'y avait qu'à laisser l'insurrection se développer tranquillement, à moins qu'il n'eût été prouvé qu'elle était instiguée du dehors.

Et encore se trouverait-il peut-être des gens qui, connaissant que la Grèce libre était la retraite de tous les hommes influents des provinces asservies, de toute l'élite des hommes pensans parmi les Grecs, pourraient ne pas trouver l'insurrection absolument condamnable pour la seule raison qu'elle aurait sa source dans le royaume. Ce mouvement national aurait d'après eux assez naturellement pris naissance là où se trouvaient le plus d'éléments susceptibles de se mouvoir. Mais que diraient ces hommes si prompts à excuser l'insurrection, s'ils savaient combien la source en est impure ? Que veulent-ils faire de ces provinces aujourd'hui tant bien que mal gouvernées par les Turcs ? Ils veulent les plonger dans les mêmes misères sous lesquelles gémit ce malheureux pays de Grèce, pour en faire un repaire d'assassins et de pirates, que tout homme civilisé doit fuir avec épouvante ? Qu'on lise plutôt la dépêche de L. Clarendon à S. J. Milbank en date du 14 Janv. 1834 (N. 45 p. 46), et surtout la note collective de M M. les ministres de France et d'Angleterre, où il est parlé d'un complot tramé contre la vie de l'un d'eux, ainsi que contre celle de tous les catholiques à Athènes. Avons-nous besoin de réfuter ces assertions, de rap-

peler par exemple que M. le lieutenant Lloyd, commandant du Triton, écrivait en avril dernier (N. 167, 12 Avr. p. 172) qu'il n'avait vu aucune trace de préparatifs même de piraterie, quoique les autorités grecques fussent convaincues que si les circonstances actuelles se prolongeaient, ce fléau ne pouvait manquer de se produire ? Faut-il faire observer que cette accusation d'un complot odieux et inoui dans les annales de la civilisation moderne, portée par le gouvernement devant les tribunaux, fut écartée il y a quelques jours, et sous le nouveau ministère, qui pour différentes raisons ne peut être soupçonné d'avoir influencé les juges, par un arrêt de non lieu ? Non ! pour faire apprécier d'un trait ces inventions monstrueuses, qu'il nous suffise de dire que l'un de ces hommes, à qui M. Wyse a eu le malheur de se fier, pour les informations extraordinaires qu'on lit souvent dans le *livre bleu*, se trouve aujourd'hui même en prison sous le coup de l'accusation d'avoir fabriqué de faux billets de banque.

Voici quel est ce *blue book*, ce livre de nos destinées ! Voilà comment s'écrit l'histoire, et voilà de quoi dépend souvent le sort des nations.

On s'étonnera peut-être que nous nous soyons tant étendus sur ce sujet, lorsque nous avons à faire connaître l'importante et triste nouvelle, que l'héroïque HadjiPetro, abandonné au moment même du combat décisif, par ses lieutenants Zacas et Catarachias, qui se sont laissés séduire par d'insidieux conseils, à dû, après des prodiges de valeur, et après avoir tué un grand nombre de Turcs, se retirer de Calambaca et rentrer en Grèce, et que la Thessalie s'est de nouveau courbée sous le joug, comme l'Epire et comme la Macédoine avaient dû le faire. Si nous ne consultions que le sentiment d'amertume que ce revers nous a inspiré, en emportant le fruit prématurément éclos de nos plus chères espérances, lorsque

nous croyions déjà le toucher, nous placerions certainement cet événement à la tête de tous les autres, et nous n'aurions pas eu assez de mots pour le déplorer; mais sous le rapport politique, sous celui du grand avenir que nous croyons réservé aux populations chrétiennes de l'Orient, les lecteurs de ce recueil ne seront pas sans s'être aperçus que nous avons de tout temps moins compté sur le succès de l'entreprise désespérée d'un peuple faible, désarmé, entouré de mille difficultés, de mille intrigues, de mille privations, d'un peuple qui dans la naïveté de son patriotisme, et dans son impatience contre le joug qui l'opprime, ne savait choisir ni son temps ni ses moyens, que sur la juste appréciation que l'Europe ferait tôt ou tard de la vraie position qui appartient à ce peuple en Orient, et du grand intérêt de la civilisation et de l'équilibre politique dans cette partie du monde. Nous avons commencé la publication du *Spectateur* lorsque l'insurrection n'existait pas encore; nous l'avons prédite, par ce que nous savions que tout vent de tempête qui soufflerait sur l'Orient ne manquerait pas de la soulever, de même que nous en prédisons le renouvellement pour l'avenir, car le vent n'a pas cessé de souffler, et, si la flamme est éteinte, les étincelles qui couvent sous la cendre, ne peuvent l'être que par l'extinction ou l'émancipation de la race opprimée. Si nous avons été frustrés du fruit de nos espérances, mais les racines en sont indélébiles, et le moment viendra, nous n'en doutons pas, où l'Europe occidentale sera la première à les vouloir cultiver. Voilà pourquoi nous tenons avant tout à nous justifier devant son tribunal suprême, et à rectifier les écarts de l'opinion publique à notre égard; voilà pourquoi nous attachons une si haute importance au *Blue-Book*. A

Sur la demande de M. D. Boudouris, nous publions la lettre suivante, qu'il vient d'adresser à M. le rédacteur de *l'Espérance*.

« Monsieur le Rédacteur.

« Tout en repoussant avec indignation ce qu'a cru devoir écrire sur mon compte, à l'occasion de ma visite à Constantinople, M. Wyse Ministre d'Angleterre, dans sa lettre à Lord Clarendon, en date du 27 Mars dernier, et tout en reconnaissant les intentions amicales qui vous ont porté à prendre ma défense dans votre numéro d'hier, permettez moi de corriger l'assertion, ou plutôt la supposition que vous faites, que je me serais éloigné de la politique Anglaise en Grèce, parceque je l'aurais dernièrement reconnue hostile aux intérêts bien entendus de mon pays. Sans doute, Monsieur le Rédacteur, les immenses intérêts de l'Angleterre en Orient, peuvent faire paraître, ou même rendre en ce moment ses vues incompatibles avec les aspirations naturelles et légitimes de la race grecque, mais veuillez bien croire qu'aussi longtemps que ces vues se basent, ainsi que j'en ai la plus profonde conviction, sur les généreuses idées du grand Canning, aussi longtemps que ces vues seront celles qui m'ont été si souvent expliquées et communiquées par ces chaleureux et chevaleresques Philhellènes Sir E. Lyons et le Général Church, aussi longtemps que la politique d'Angleterre accordera ses sympathies à l'homme d'Etat qui réunit en ce moment dans sa personne et la confiance de son souverain, et les espérances de la nation grecque, je n'abandonnerai pas cette politique.

« Je ne sache pas que M. Wyse ait ajouté des codicilles ou des clauses qui m'imposeraient le devoir soit de tourner le dos à cette politique, soit de la combattre, car des exigences d'une nature toute personnelle ne sauraient jamais affecter ma conduite politique.

« Me proposant de revenir sur ce sujet d'une autre manière, je me borne pour le moment à assurer tous mes amis, que je serais inconsolable de la peine qu'a dû leur faire sentir l'inqualifiable expression « et d'autres vues ministres, » dont se sert à mon égard M. Wyse, si la foule d'erreurs et d'assertions hasardées qui se trouvent dans ses rapports, et dont vous me paraissez déjà avoir fait bon marché, ne venait atténuer et leur douleur et mon indignation. Comme homme d'honneur et comme grec, je proteste également contre un procédé si peu d'accord avec cet amour de la justice si fortement

caractéristique de la race Anglaise en général, et surtout si inséparable du caractère des hommes publics de l'Angleterre.

« Il n'est au pouvoir de personne de ternir les honorables aspirations de ma première jeunesse, ou les honnêtes et patriotiques résolutions de mon âge mur : de M. Wyse mal informé ou injuste, j'en appelle à tous ceux qui m'ont connu ou qui me connaissent, soit dans ma vie publique soit dans ma vie privée.

« Veuillez bien agréer etc.

D. S. BOUDOURIS

Député d'Hydra.

Athènes, 11 (23) Juin 1854.

